

François BURGAT : *Al-Qaïda, le onze septembre et le défi des représentations*

Tribunes de presse, pages d'opinion, interviews

2001-2002

(CNRS CEFAS Sanaa, IREMAM Aix en Provence)

Les contributions suivantes, publiées entre septembre 2001 et décembre 2002 sont constituées de réactions qui, « à chaud » et depuis un poste d'observation (le Yémen) très lié aux événements du 11 septembre, ont nourri l'élaboration ultérieure de l'ouvrage *L'Islamisme à l'heure d'al Qaïda : réislamisation, modernisation, radicalisations* (La Découverte 2005).

Résumé : Au lendemain du 11 septembre, les politiques inspirées par l'amalgame entre islamisme et terrorisme contribuent à renforcer la radicalisation du phénomène qu'elles prétendent combattre. Les éclairages suivants se proposent de restituer la dimension profane des tensions que le regard occidental tend très souvent à « suridéologiser » en ne les corrélant qu'avec le vocabulaire « religieux » utilisé par une génération d'acteurs politiques du monde musulman.

Abstract : Since September 11, the policies inspired by the amalgam between Islamism and terrorism contribute to radicalize the phenomenon which they claim to fight. The following contributions intend to restore the very profane matrix of the tensions which the Western dominant understanding often tends to “overideologise” by correlating them only with the “religious” vocabulary used by a generation of political actors in the Moslem world.

1. Bush, le bien, le mal et le respect des morts.

Site de Radio France Internationale, 13 septembre 2001

L'hommage que nous devons tous aux morts de New York et de Washington peut-il s'accommoder de ce terrible aveuglement qui laisse intacts les mécanismes et les ressorts de la violence qui les a fait mourir si injustement ?

En octobre 2000, une bombe a gravement endommagé le destroyer US-Cole en rade d'Aden (Yémen), tuant près d'une vingtaine de ses jeunes marins. Les paroles prononcées alors par Bill Clinton, le président américain de l'époque, ne laissèrent curieusement place à aucune incertitude, à aucune réflexion, à aucun doute : c'était bien le Mal absolu, produit d'on ne sait quelle perversion ou de quelle dégénérescence de la nature humaine, qui venait, une fois de plus, de s'en prendre à la Vertu !

Aux yeux de milliers d'habitants du Proche Orient (mais aussi de bien d'autres parties du monde) de toutes confessions et de toutes appartenances politiques, un « acte de guerre » avait certes conduit à la mort de plusieurs dizaines de jeunes gens. Mais cet acte de guerre visait tout de même bien un ...navire de guerre transportant les plus sophistiquées des armes de guerre. Ce navire de guerre, en route vers les côtes irakiennes où il participait régulièrement à l'embargo ou aux « frappes stratégiques », était bel et bien en train de faire... la guerre. Et cette guerre, vicieuse, qui conduit encore aujourd'hui, à coups de missiles et de bombardements de haute altitude, à la paupérisation et à l'illettrisme de toute une génération d'enfants irakiens et qui est à l'origine de centaines de milliers de victimes civiles de tous âges n'est ni particulièrement héroïque ni particulièrement glorieuse. Qu'importe !

Le même scénario est en train de se reproduire : le tragique « septembre noir » américain vient de donner au successeur de Bill Clinton l'occasion de confirmer qu'il était capable d'un identique égarement.

Les occupants des tours du World Trade Center n'étaient certes pas des combattants. L'absence de toute corrélation faite entre les dérives de la politique étrangère américaine et l'aversion profonde qu'elle entretient dans les cœurs de millions de citoyens du monde tout aussi respectables que ceux qui vivent sous la bannière étoilée, n'en est pas moins extrêmement pernicieuse.

Consciemment ou non, la diplomatie que les Américains soutiennent s'emploie à rendre les hommes et les femmes de toute une région du monde aussi violents et agressifs à leur égard qu'ils les accusent

de l'être. A grand renfort de « self full filling-prophecies » (ces prophéties pernicieuses que l'on énonce et que l'on s'emploie ensuite à faire se réaliser ou ces jugements que l'on porte et qu'ensuite on fait tout pour rendre crédibles) ils dénoncent, de conserve avec une partie de l'Europe, « le terrorisme islamique ». Mais ils mettent dans le même temps un soin maniaque à faire que la violence la plus aveugle apparaisse ici et là dans le monde musulman comme la seule et unique forme de résistance aux abus de leur hégémonie. De la guerre d'Algérie à celle du Viet-nam en passant par la résistance au nazisme ou...à la lutte des israéliens pour obtenir leur indépendance face aux britanniques, chacun de ceux qui le veulent peut aujourd'hui savoir que ce que l'on qualifie parfois à tort (à Aden), parfois à raison (à New York), de « terrorisme » n'a souvent été que l'arme du pauvre. Mais le pauvre n'a pas le monopole de la violence, tant s'en faut !

En Palestine, la machine américaine à fabriquer de la haine et du désespoir politique opère par intransigeance Israélienne interposée. En Irak, elle agit plus directement, par les armes, année après année, par le biais de frappes aériennes récurrentes mais plus encore à travers un embargo aussi interminable qu'il est meurtrier. Les centaines de milliers d'enfants qui meurent en Irak, loin des caméras de CNN, sont à tout le moins tout aussi innocents que les travailleurs du WTC, voire plus innocents encore que les officiers du Pentagone ou que les marins du US Cole. Dans la Péninsule arabique, comme dans un certain nombre d'autres Etats de la région, la violence américaine opère également sous couvert de la protection de vieilles dictatures pétrolières : des régimes aussi répressifs qu'ils sont corrompus achètent (par d'énormes commandes d'armement ou par le contrôle à la baisse des cours de leur pétrole) la protection du « berceau de la démocratie » ! Politique du « deux poids deux mesures », aveux de dommages seulement « collatéraux » opérés par des frappes « intelligentes » ; terrible sélectivité des vetos à l'ONU et de l'émotivité face aux victimes de la violence, amalgame calomniateur de la désignation des « pistes islamiques » complètent cette terrible machine à remonter les ressorts de la violence.

C'est ce dispositif meurtrier, braqué sur de futures victimes, qu'une écrasante majorité des commentateurs de la tragédie du 11 septembre ne me semble même pas avoir eu l'idée de dénoncer.

2 Dire « Oussama » ne suffit pas !

La libre Belgique, le 13 septembre 2001

Si la piste « orientale » devait se confirmer, il manque aux analyses que nous proposons depuis vingt quatre heures les chaînes occidentales, une composante essentielle. A bien des auditeurs du Proche Orient, la dénonciation pourtant si légitime de l'horreur qui a frappé les Etats Unis apparaît comme quelque peu surréaliste tant elle nie en effet à peu près totalement la violence qui résulte, pour des millions d'Irakiens, de Palestiniens ou de Saoudiens, de la politique étrangère des Etats Unis dans la région.

En Palestine, cette machine à broyer des destins humains opère par intransigeance Israélienne interposée. En Irak, elle procède plus directement, par les armes, mois après mois, année après année, du fait d'un embargo aussi interminable qu'il est meurtrier. Les pertes humaines consécutives à cette asphyxie de la société irakienne, celles aussi qui résultent du gel de toute dynamique de démocratisation auquel contribue cet embargo, c'est par centaines de milliers qu'on les dénombre aujourd'hui. Ces adultes ou ces enfants sont à tout le moins tout aussi innocents que les travailleurs du WTC, voire plus innocents encore que les officiers du Pentagone ou que les marins du destroyer Cole. Dans la Péninsule arabe, comme dans un certain nombre d'autres Etats de la région, la violence américaine opère sous couvert de la protection de vieilles dictatures pétrolières. Le deal est quasi mafieux : des régimes corrompus et discrédités achètent (par d'énormes commandes d'armement ou par la surproduction qui conduit à la baisse des cours de leur pétrole) la protection de la grande démocratie américaine !

Une formule magique parvient pourtant régulièrement à occulter ces évidences . Pour obtenir à moindre coût une explication définitive des tensions qui affectent nos relations avec toute une partie du monde, il suffit de qualifier les coupables d'...islamistes. Les cerveaux dès lors cessent de fonctionner. Le règne des tripes commence. Ce sont seulement des experts (auto-proclamés) en « *criminologie* » qu'il convient de consulter. Peu importe que, de la langue à la culture en passant par l'histoire de ces sociétés, ces curieux experts ignorent à peu près tout. L'inusable référence à l'« Islamisme » suffira à pallier leur ignorance ou leur mépris pour les motifs réels et complexes de la montée de la violence. Cette pirouette est bien évidemment dangereuse : elle nous prive de comprendre de quel engrenage il nous faut précisément sortir pour

prévenir l'escalade. Avant de ne faire rimer violence qu'avec islamisme, on devrait pourtant se souvenir que toutes les résistances, arabes ou autres, et tous les adeptes de la violence usent de bien d'autres vocabulaires que celui de la religion musulmane : le Front de Libération de la Palestine est peuplé de vieux gauchistes, le *Fatah* d'Arafat se veut laïque, les chrétiens palestiniens de tous rites ne sont jamais en reste, le pape copte égyptien Chenouda a cautionné en leur temps les attentats suicides du Hamas etc. . On devrait se souvenir également que le régime du « Satan » irakien Saddam, dans les années soixante dix, a fait fortune dans les chancelleries occidentales grâce à sa réputation de laïcité etc. Last but not least – pourquoi ne pas rappeler aussi que la plus meurtrière des bombes aveugles ayant jamais explosé au Proche Orient (91 morts à l'hôtel King David de Jérusalem en 1947) avait été déposée par les futurs dirigeants de l'Etat d'Israël ? .

D'un bout à l'autre du Proche Orient, l'islamisme n'est en fait rien d'autre aujourd'hui, très circonstanciellement, que le langage politique dominant d'une génération : ce vocabulaire sert parfois à exprimer des exigences démesurées et injustifiées. Parfois il véhicule de banales revendications nationalistes ou plus largement anti-impérialistes.

Les détournements d'avion sur Cuba ont cessé, déclarait un commandant de bord appelé à commenter les attentats, lorsque le problème politique cubain a été traité. Sage perspective d'analyse. Plutôt que de nous voiler la face derrière de fausses explications culturalistes, que l'on veuille bien, pour nous protéger des apocalypses à venir, répondre avec réalisme aux violences, aux détresses et autres incompréhensions dont nous assumons souvent une bonne part de responsabilité. L'Occident aux pieds d'argiles reçoit des coups de plus en plus meurtriers. Chacun doit donc se préoccuper de la terrible escalade de leur efficacité. Cette contre offensive se doit d'être soigneusement pensée. Alors de grâce, que l'on veuille bien, à l'heure des « «explications» faire taire nos tripes et autoriser nos cerveaux à reprendre leur rang dans l'analyse.

3. Les effets et les causes,

***L'Humanité*, 16 Septembre 2001**

Bien sûr, le « septembre noir » américain va conduire à une réévaluation drastique du potentiel du terrorisme et des manières de s'en préserver. L'attaque contre le destroyer US Cole en octobre 2000 dans la baie d'Aden avait déjà montré que les opposants à l'ordre américain dans cette région du monde étaient capables de mettre au service d'une détermination pouvant aller jusqu'au

suicide la maîtrise de technologies très sophistiquées. L'extrême centralisation technique des sociétés occidentales et la fragilité qu'elle engendre face à toutes sortes d'attaques aveugles sont aujourd'hui particulièrement évidentes. Si le terrorisme doit être notre nouvel ennemi, il convient donc d'en démonter avec soin et prudence les mécanismes : il en va de la qualité de notre (légitime) défense.

Disons alors très franchement que ni la théorie du "théo-totalitarisme" ni celle d'une propension des lexiques religieux à entraîner la violence politique ne me semblent suffisantes pour rendre compte de cette poussée de violence et déterminer la nature de la stratégie qu'elle doit nous inspirer. Je me suis toujours employé (¹) à rappeler que dans l'histoire du Proche Orient et de nos relations avec cette région du monde, il est fort difficile de corréliser scientifiquement le développement de la violence politique avec l'émergence des courants islamistes. Comme ailleurs dans le monde, au Proche Orient, cette violence est sans doute en effet la seule denrée à avoir été équitablement partagée entre toutes les inspirations idéologiques ainsi qu'entre toutes les religions. Je ne sous-estime pas le risque de voir la référence au religieux, comme tout langage « totalisant », légitimer des pratiques totalitaristes. Mais il existe alors bien d'autres dogmes que religieux ! Souvenons nous seulement que l'idéologie la plus profane qui soit, le marxisme léninisme, a pu, dans sa version stalinienne, couvrir la violence la plus totalitaire et la plus anti-humaniste qui soit. Au Proche Orient; les nationalistes dits « laïques », dont Saddam Hussein qui fut de ce fait un temps notre ami, ont manié la bombe avec brio. Les Chrétiens orientaux participent activement à la résistance palestinienne et en 1996, le pape copte Chenouda n'a pas hésité à donner sa caution aux attentats aveugles du Hamas palestinien ! Les israéliens eux mêmes sont à l'origine de l'attentat sans doute le plus meurtrier de cette période de l'histoire régionale (91 morts à l'hôtel King David en 1947) alors qu'il s'agissait pour eux de « libérer la Palestine ».

En empruntant, pour tout expliquer, la seule lorgnette de l'« islamisme » on risque en fait de se priver de prendre en compte la dimension simplement politique ou sociale des problèmes. Ce n'est pas « l'islamisme » qui est à l'origine des turbulences de ce monde mais bien des phénomènes de domination (Nord Sud) des conflits d'intérêts parfaitement identifiables et largement profanes entre Israël (soutenu très inconditionnellement par son allié américain) et ses voisins d'une part, entre des régimes arabes souvent autoritaires (que l'Occident soutient trop souvent) et leurs opposants d'autre part. Pour diverses raisons d'ordre historique, (la

¹ *L'islamisme au Maghreb : la voix du Sud*, Paris Karthala 1988, Payot 1995 et *L'islamisme en face*, La Découverte, 1995

religion musulmane constitue conjoncturellement un réservoir de références préservées de l'hégémonie culturelle occidentale), l'islamisme (c'est à dire avant tout l'usage du lexique musulman dans la sphère politique, ces usages pouvant être multiples) demeure à ce jour, dans le monde arabe, l'idéologie politique la plus répandue. Ses expressions extrêmes existent comme existe une frange extrémiste dans toute expression politique. Mais si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que cet islamisme sert plus largement et plus banalement à véhiculer des aspirations politiques de toutes sortes, (nationalistes ou « anti-impérialistes » ici, mais également démocratiques ailleurs, profanes très souvent). J'ai fréquenté de près suffisamment de leaders ou de militants islamistes au cours des 17 années que j'ai vécu dans le monde arabe pour vous assurer que je ne me retrouve absolument pas dans les définitions raccourcies que nous en donnent les chaînes de télévision aux heures de grande écoute, notamment lorsqu'elles font appel à des « professeurs de criminologie » pour nous parler des sociétés du Proche Orient.

Oublier de décrypter le fonctionnement de cette véritable « machine à produire de la violence politique musulmane » que constitue à mes yeux la politique étrangère américaine au Proche Orient conduit inévitablement à diaboliser ceux qui s'en prennent aux USA avec une telle hargne et, dès lors, à se priver d'une riposte rationnelle et ...efficace.

L'embargo sur l'Irak, la défense complaisante des options israéliennes les plus intransigeantes, le soutien aveugle aux dictatures militaires arabes ou aux monarchies pétrolières corrompues font d'avantage de victimes, soyons en convaincus, que tous les Boeing en folie.

4. Des islamistes pas si 'fous de Dieu' que ça,

***Le Figaro*, 27 septembre 2001**

Toute réaction de défense ne saurait être fondée que sur une connaissance rationnelle de la menace. D'où vient, à l'heure actuelle, la menace des islamistes ? Prenons telle ou telle interview d'Oussama Ben Laden, considéré aujourd'hui comme le plus radical d'entre eux (2). Une première remarque s'impose : si la rhétorique religieuse est bien présente (« Cela est contraire à la loi musulmane », « Comme le dit le Saint Coran », etc), les revendications et

2 Par exemple à Peter Arnett et Graham Fuller in NADHAF 'Imâd : *Oussama Ben Laden*, "Un parmi un milliard", Mu'assasat al imâne, Dar al Rashîd, Beyrouth, 1998, 189 pages (l.arabe.)

les ambitions des « fous de dieu » sont d'ordre politique bien d'avantage que religieux. « *Le premier de nos reproches au régime saoudien et à ceux de la Péninsule, c'est leur inféodation aux USA* » « *Les prix actuels du pétrole (sont le produit) des pressions de l'administration américaine sur l'Arabie saoudite pour saturer le marché et faire chuter les prix (...).* Du déjà entendu ? Continuons. « *A nos yeux , les Etats-Unis sont directement responsables de toutes les victimes de Palestine, du Liban ou de l'Iraq. (.../...).* Le gouvernement des Etats-Unis a abandonné tout sentiment humanitaire. (...) Les attentats sont des réactions à ces provocations, destinés à chasser les Américains hors d'Arabie.(.../...). Un message à envoyer ? Je l'enverrais plutôt aux mères des soldats américains qui arpentent fièrement notre pays, en uniforme, pendant que nos universitaires croupissent en prison » etc.

Ben Laden n'est-il vraiment qu'un « fou de Dieu »?

Dans le monde arabe et musulman, les courants islamistes sont tous affectés d'une certaine spécificité liée à celle de leur environnement national. Mais ils sont également le produit d'une dynamique historique commune, pas si inédite que cela. Nous avons de longue date dit notre conviction (3) que, bien davantage qu'une hypothétique « résurgence du religieux », la matrice de l'islamisme n'était autre qu'une reformulation de la vieille dynamique nationaliste ou anti-impérialiste arabe. L'apport du passage au langage religieux a été d'abord de permettre d'exprimer la condamnation éthique d'un Occident perçu bien moins comme chrétien que... déchristianisé et matérialiste. En tant qu'il est perçu comme endogène, ce langage a répondu ensuite au besoin de se différencier de l'Occident (moins d'ailleurs que de le renier) « de lui redonner, en s'écartant de lui, tous les attributs de l'altérité » .

Sans surprise, bon nombre de leaders islamistes sont d'anciens nationalistes « nassériens » ou « baasistes ». Du Tunisien Rached Ghannouchi à l'Egyptien Adel Hussein (vieux militant communiste) leur (re)conversion parfois brutale à l'univers de la pensée religieuse, et les raisons qu'ils en donnent, illustrent bien cette continuité : peu à peu, le lexique de la culture musulmane héritée leur est apparu comme moins allogène que les concepts du marxisme qui inspiraient alors la gauche arabe et donc mieux à même d'exprimer leur ferveur nationaliste. Cette « généalogie » de l'islamisme permet de mieux comprendre

3 *L'islamisme au Maghreb, la voix du Sud*, Karthala 1988, Payot 1995 *L'islamisme en face* La Découverte 1995, 1996.

pourquoi la résurgence des catégories de la culture islamique n'a pas nourri une mais une infinie variété d'attitudes politiques. Avec la victoire en Iran du président Khatami et le renouvellement de sa majorité parlementaire, la « dictature théocratique » fondée par Khomeiny vient tout de même de déboucher – a-t-on jamais pris le temps de le remarquer – sur la toute première alternance politique crédible sortie des urnes de cette région du monde, à des années lumières de la pratique de tous ces généraux « modernistes » qui président aux destinées de l'Algérie ou de la Tunisie « laïques ». Dans l'arène des luttes oppositionnelles internes à chaque Etat, où ils s'expriment également, les courants islamistes ont en fait assez banalement adapté leurs modes d'actions à ceux des régimes qu'ils contestaient.

Les messages des groupes qui ont opté depuis quelques années pour l'« action directe » (et dont, pour ne pas prendre le risque de « faire leur jeu » on omet souvent de rendre public la substance), confirme ces hypothèses. Dans la relation du Nord « judéo-chrétien » au Sud musulman, la rhétorique islamiste sert aujourd'hui à dénoncer l'impasse dans laquelle se sont enfermées les relations de l'Occident en général et des Etats Unis en particulier avec une large partie du monde musulman. A la suite de la première guerre du Golfe, l'unique « gendarme du monde » n'a pas réussi à rendre crédible son rôle d'arbitre. Le soutien accordé à tous ces régimes discrédités (4), si loin de respecter l'éthique que l'arrogante Amérique prétend défendre, a creusé un peu plus encore le fossé des incompréhensions en tous genres. Ainsi sommes nous arrivés aux terribles violences que l'on sait, contre les Israéliens d'abord, contre leurs protecteurs ensuite, jusqu'au cœur de leurs capitales économique et politique.

Si l'on accepte de prendre en compte cette essence avant tout nationaliste et anti-impérialiste de l'islamisme, une série de conséquences méthodologiques s'imposent à l'analyste comme au stratège. Rappelons d'abord celle qu'a exprimée de façon prophétique le philosophe Michel Foucault peu de temps avant sa mort : « La question de l'islam comme force politique est une question essentielle pour notre époque et pour plusieurs années à venir. La première condition pour en traiter avec un minimum d'intelligence c'est de ne pas commencer par y mettre de la haine ». Trop d'éditoriaux récents empruntent pourtant de tels raccourcis. Les premières luttes anti-coloniales avaient déjà généré en

⁴ Cf par exemple *Arabie Saoudite, la dictature protégée*, Jean-Michel Foulquier, Albin Michel 1995

Occident des réactions plus émotionnelles que rationnelles, porteuses d'aggravations plus que de solutions. Pour ne rien dire de l'accueil réservé aux premiers « fellagas » algériens, Jamal Abd al-Nasser, pour avoir osé nationaliser « notre » canal de Suez, fut comparé à Hitler et devint lui aussi la cible d'une première « coalition » des armées occidentales. Pas plus que ce langage de haine ne pouvait répondre aux premières demandes nationalistes, l'on ne saurait aujourd'hui lire, comprendre et répondre au phénomène islamiste en ne recourant qu'à la terminologie qui sert à décrire des pathologies sociales ou politiques et aux méthodes qui servent à les « soigner ».

A l'évidence le lexique religieux peut bien sûr servir ici et là à cautionner la violence mais il n'en est nullement à l'origine. L'usage de la violence au Proche Orient a été le fait de toutes les religions (5) et de toutes les idéologies. La plus matérialiste d'entre elles, le marxisme, n'a jamais été en reste. Que dire de celle de la libérale Amérique, pour qui la mort d'un demi million d'enfants irakiens a certes représenté « un choix difficile » comme le déclarait il y a quelques mois l'ex chef de sa diplomatie Madeleine Albright, mais un choix...qui « en valait la peine.» Cette violence, les islamistes l'ont à l'évidence utilisée eux mêmes, il ne s'agit pas de le nier. Mais le plus souvent, ce fut face à ces dictatures militaires qui, avec l'entière approbation occidentale, avaient enfermé les ouvertures pluralistes proclamées au fond de terribles impasses répressives. Chaque fois que la vie parlementaire a fait en revanche partie du champ du possible politique, les islamistes s'y sont insérés sans choc majeur pour le système : en Jordanie, au Yémen, au Liban, au Koweït etc.

Autre conséquence, si nous admettons le caractère fonctionnel de l'interprétation en terme d'anti-impérialisme : une approche seulement socio-économique du phénomène islamiste est absolument incapable d'en dévoiler les ressorts essentiels. Elle est en fait condamnée à ne « révéler » que le caractère à la fois évolutif et diversifié de son assise sociale : les jeunes un jour, les déshérités, les intellectuels ou les bourgeois, le lendemain, les militaires aussi, et même les militantes féministes etc. Le profil, « surprenant » au regard des credos convenus, de la dernière génération des kamikazes, dont l'avenir économique était loin d'être bouché, vient une nouvelle fois de le confirmer.

Enfin, on a souvent considéré que tout discours usant du lexique musulman est incompatible avec ce que la

5 « Les attentats du Hamas palestinien relèvent de l'auto-défense". Tous les Arabes devraient pouvoir les assumer » déclarait le Pape Copte Chenouda III en avril 1997 au Caire.

modernité occidentale contient d'universel. En réalité, l'attitude des courants islamistes sur ce terrain est changeante et nulle part monolithique : ses franges véritablement « intégristes », (dont les Taliban fournissent une illustration aussi médiatisée qu'elle est minoritaire (6)) ont souvent cédé à la facilité du rejet indiscriminé de l'apport occidental à la modernisation sociale ou politique sous le seul prétexte que cet apport s'était opéré au cours de la phase "impérialiste" de l'Occident et avec les catégories de son langage. Derrière cette façade aussi réductrice qu'elle est médiatique, l'alchimie islamiste est pourtant bien plus complexe. Les valeurs de la modernité sont sans doute bien moins répudiées que réécrites avec la terminologie du système symbolique musulman, ce qui contribue davantage ainsi à étendre le champ de cette modernisation qu'à en interrompre ou à en perturber la progression. Dans le cas des femmes notamment et bien loin du modèle Taliban, la poursuite des dynamiques de modernisation à l'intérieur du processus de ré-islamisation a été attestée de façon peu discutable et de fort longue date (7).

L'emploi du seul prisme du "péril intégriste" continue pourtant à monopoliser l'interprétation de la guerre civile algérienne ou du conflit israélo-arabe. Cette lecture, qui occulte les contradictions patentes de la politique étrangère de l'Occident (et la responsabilité de ses alliés arabes) interdit toute interprétation plus profane et dès lors plus réaliste de l'origine réelle de la violence et des moyens de la résorber. Cette « suridéologisation » enferme la perception de la mobilisation islamiste dans sa seule dimension religieuse (Ah qu'il est pratique de pouvoir qualifier ses adversaires politiques d'intégristes...) alors qu'elle sert à l'évidence à véhiculer des revendications plus largement culturelles, mais également politiques (nationalistes, anti-impérialistes ou même « démocratiques »). En se confinant à cette perspective trompeuse, l'Europe se prive de comprendre qu'une partie au moins des demandes présentées par la génération islamiste n'est pas plus illégitime que celles exprimées, en leur temps (et, mutatis mutandis, tout aussi violemment) par leurs pères nationalistes.

6 et dont l'un des meilleurs analystes de l'Afghanistan a cru bon de préciser que « hormis peut être dans l'imaginaire des pays musulmans et occidentaux, ce qui n'est pas sans importance, (elle) ne semble pas annoncer d'autres révolutions du même type », Gilles Dorronsoro, *La Révolution afghane: des communistes aux tâlebân* (Karthala, Recherches Internationales, CERI, 2000.)

7 Cf notamment Fariba Adelhah - *La révolution sous le voile : femmes islamiques d'Iran*, Karthala 1991, 280 pages

5. Quelles motivations pour les terroristes ?

AGEFI (Genève), Octobre 2001

- Un mois après les attentats de Washington et New-York, la motivation des terroristes demeure une énigme. Attaque contre le «monde libre» ou remise en cause de la politique américaine au moyen orient: troupes en Arabie saoudite, Irak, Palestine ou déstabilisation des régimes en place dans la région. Quel est votre avis ?

Une énigme ? Les revendications d'OB sont pourtant fort claires et ils les a exprimées un grand nombre de fois. Elles sont de surcroît loin d'être entièrement irrationnelles. Si la rhétorique religieuse est bien présente dans son discours comme appareil de légitimation, ses revendications et ses ambitions sont d'ordre politique bien d'avantage que religieux. Il est 'tout simplement' en lutte contre les formes d'hégémonie américaine en particulier et occidentale en générale, au Proche Orient (Irak Palestine) et plus encore en Arabie Saoudite. Il dénonce d'abord le soutien jugé unilatéral et inconditionnel à la vision israélienne du vieux conflit pour la Palestine. Il est vrai que les Etats Unis n'ont laissé que peu de chance à une paix crédible, notamment du temps d'Itzhaq Rabin, en laissant couvrir la Cisjordanie de dizaines de colonies.

Le second terrain de mésentente est le long martyr que les Etats Unis et la GB font subir à la population irakienne que leur intervention n'a pas même pas réussi à libérer de l'oppression du régime de Saddam Hussein. Les estimations les plus mesurées, dont celles du CICR, font état d'au moins 500 000 morts civils ce qui n'est tout de même pas rien... ! La troisième source du conflit est la relation quasi mafieuse (tu payes et on te protège) établie par les Etats Unis avec un certain nombre de régimes de la région, notamment l'Egypte et l'Arabie Saoudite. O BL est particulièrement sensible à la présence militaire américaine dans le pays le plus sacré des musulmans, que les Américains s'étaient engagés à quitter une fois la campagne de libération du Koweït terminée. Ses motivations ne sont pas d'ordre seulement religieux. Dans une interview donnée en 1998 à Al Jezira, (mais que nos medias se sont bien gardés de diffuser, autrement que par bribes déformées), OB a entrepris de chiffrer avec précision le déficit résultant pour les pays pétroliers de la capacité des Etats Unis, grâce à la coopération des princes Saoudiens qu'ils protègent, à déconnecter l'évolution des prix du pétrole de la hausse général des prix. Plus largement , les « révolutionnaires islamiques » soulignent, ce en quoi également ils n'ont pas tout à fait tort, que bien peu des régimes de la région,

anti-démocratiques et illégitimes, pourraient survivre sans le soutien américain. Ce n'est pas par hasard si nous sommes en effet confrontés à un terrorisme « infra étatique ». Cela tient tout simplement au fait que nous avons largement réussi à imposer dans cette région du monde des régimes qui n'ont plus le soutien de leurs populations. Et que la résistance à cet ordre là ne peut donc venir que des populations et non point des Etats.

- Dans votre ouvrage, vous montrez que les mouvements islamistes répondent à la fois à une aspiration identitaire et à un objectif politique; dans des régimes non démocratiques, l'islamisme a en quelque sorte été le canal que l'opposition a pu emprunter. Est-ce le cas d'Al-Qaeda? Autrement dit, cette organisation appartient-elle vraiment à l'islamisme que vous étudiez?

J'ai décrit l'islamisme comme étant avant tout le produit de la réconciliation, qui s'est explicitée au lendemain des indépendances, entre le discours politique arabe et le lexique de la culture musulmane. Ce langage s'est imposé un peu partout dans le monde arabe au lendemain des indépendances parce qu'il donnait une dimension nouvelle à l'entreprise de « remise à distance » politique et économique mais également culturelle de l'ex colonisateur. Ce discours est aujourd'hui utilisé à la fois dans les arènes politique interne et internationale. Dans le débat politique interne à chaque état arabe, il sert, hormis le cas où, comme en Iran, les islamistes sont arrivés au pouvoir, il sert généralement à contester l'ordre politique issu des indépendances. Dans l'arène régionale israélo-arabe ainsi que plus largement dans l'arène des relations entre le Nord judéo chrétien et le Sud musulman, il sert à contester l'ordre né de l'effondrement de l'URSS et de l'émergence de l'hégémonie américaine.

Dans le cas du groupe Qa'ida, la rhétorique islamiste sert donc aujourd'hui sans surprise à dénoncer l'impasse dans laquelle se sont enfermées les relations de l'Occident en général et des Etats Unis en particulier avec une large partie du monde musulman. A la suite de la première guerre du Golfe, l'unique « gendarme du monde » n'a pas réussi à rendre crédible son rôle d'arbitre. Le soutien accordé à tous ces régimes discrédités, si loin de respecter l'éthique que l'Occident arrogant prétend défendre, a creusé un peu plus encore le fossé des incompréhensions en tous genres. Ainsi sommes nous arrivés aux terribles violences que l'on sait, contre les Israéliens d'abord, contre leurs protecteurs ensuite, jusqu' au cœur de leurs capitales économique et politique.

>>

- Quel regard les musulmans, en particulier ceux qui sont sensibles au

courant islamiste, portent-ils sur Al-Qaeda; que représente pour eux cette organisation?

>L'état d'âme de la rue arabe est assez homogène. Les cassettes des interviews de Ben Laden trouvent partout preneurs. Tout le monde emprunte bien sûr des préambules polis pour condamner la violence contre des civils innocents. Mais une immense majorité des habitants de cette région du monde, toutes confessions et toutes appartenances politiques confondues, dénoncent ensuite, souvent avec passion, le fait que l'émotion américaine et celle des médias occidentaux en générale a une géométrie bien trop variable pour être respectable. Et que la nationalité des morts compte beaucoup trop dans la qualification juridique de la violence .

- La popularité de Ben Laden dans tous les pays musulmans malgré les crimes qui lui sont imputés vous frappe-t-elle?

Elle ne me surprend pas, pour toutes les raisons que je viens d'évoquer. C'est plutôt la terrible surprise des observateurs occidentaux qui m'effraye....Elle tend à montrer l'ampleur du gouffre qu'une information très israléo-centrée a laissé se creuser, en Europe comme au Etats Unis, entre les opinions publiques des deux « camps ».>

La réponse à cette violence terroriste ne pourra donc pas être seulement militaire ou policière. Elle devra être politique, sur les terrains déjà évoqués. Elle devra être également culturelle. « Notre camp », c'est à dire celui de Bush puisqu'il est interdit de ne pas en faire partie, n'est pas exempt des défauts que l'on peut légitimement reprocher à celui de Ben Laden. Bush et Ben Laden ont en effet en commun une même vision dichotomique du monde qui s'exprime par la dangereuse maxime « tous ceux qui ne sont pas avec moi sont contre moi ». A la Croisade (contre les musulmans) « répond » donc sans surprise le Jihad (contre les chrétiens). Tous deux réfutent ainsi le droit des citoyens de ce monde de dépasser les frontières de leur appartenance culturelle, religieuse ou tribale Or, tout comme un occidental devrait avoir le droit d'être considéré par un musulman comme autre chose qu'un certain nombre de kilos de viande à convertir à tout prix à l'Islam, un musulman ne devrait pas avoir à cesser toute pratique de sa religion pour ne plus être considéré par un occidental, chrétien ou athée, comme autre chose qu'un obscurantiste hérité de l'histoire du Moyen âge.

.Tous ceux qui sont convaincus qu'il existe au contraire un universel partagé, que l'on peut, dans le respect des convictions et des appartenances de chacun, et malgré la diversité de ces appartenances, partager les repères de quelques grandes valeurs

humanistes, tous ceux là devront donc faire entendre leur voix avec vigueur. Vaste programme. (Propos recueillis par Jean Louis Richard)

6- L'approche répressive américaine actuelle - est vouée à l'échec. *AGEFI*, Genève, 15 décembre 2001

Terrorisme

Le mutisme de la rue arabe après la défaite des talibans est trompeur : Ben Laden n'a pas perdu en popularité.

Powell s'en est aperçu, mais pas Bush.

Que s'est-il passé depuis le lancement de la campagne américaine ? Des milliers de tonnes de bombes lancés par la première puissance mondiale sont parvenus à infléchir le rapport de force interne à une vieille guerre civile se déroulant dans l'un des pays les plus démunis de la planète. Sans grande surprise, cette guerre aérienne d'une violence dont on ne nous permet pas toujours de mesurer l'ampleur a réussi, sans laisser la moindre possibilité de résistance à ceux qu'elle a détruits à distance, à changer le cours de la conjoncture politique afghane. Elle a ramené aux portes du pouvoir une équipe politique de tout aussi sinistre mémoire pour de nombreux Afghans, que la venue des Talibans - ces anciens alliés des Etats-Unis, par Pakistan interposé - avait contrainte en 1996 à se réfugier dans une guérilla d'opposition.

Le tour de passe-passe médiatique qui s'opère quotidiennement sur nos écrans consiste à faire passer cette nouvelle donne militaire, au demeurant encore mitigée, comme à la fois une victoire idéologique du camp américain, voire un triomphe des libertés de la femme et de la société civile afghane et, surtout, comme une étape essentielle de la défaite du «terrorisme». La prudence s'impose pour plusieurs raisons. D'abord, par ce que, les meilleurs spécialistes l'attestent, (cf Gilles Dorransoro sur la question, Karthala 2000) les Talibans avaient de réels appuis dans la population, notamment par ce qu'ils avaient ramené un peu de sécurité dans le pays. Les forces politiques qui sont hostiles à ces Talibans le sont en fait sur une base ethnique bien plus qu'idéologique. Malgré les quelques concessions faites par leurs porte-parole à l'opinion publique occidentale, les forces de l'Alliance du Nord ne sont pas beaucoup plus avancées que les Talibans sur la voie de la modernisation sociale. La vision d'une «libération» générant l'enthousiasme unanime des foules a donc quelque chose de terriblement mystificateur. Et il faut une bonne dose de

volontarisme pour se représenter la venue au pouvoir du Front uni (ex Alliance du nord) comme une victoire de la société civile.

Cette campagne a renforcé le sentiment d'injustice

Si la promotion des droits de la femme faisait partie des objectifs de la politique étrangère des États-Unis, cela se saurait. Et les femmes de l'Arabie Saoudite, le tout premier et plus ancien allié de l'Amérique dans la région, auraient peut être le droit de conduire des automobiles, ce qui, sauf erreur, n'est toujours pas le cas. Mais l'essentiel est ailleurs. Il n'est pas question de dénier aux États-Unis le droit de demander des comptes aux auteurs des attaques de septembre. On est en revanche en droit de se demander si, même une fois que les membres du réseau Ben Laden auront été enfouis sous les bombes, on aura fait réellement progresser la cause de la sécurité des États-Unis et du monde occidental. Ce serait plutôt le contraire. Il paraît plus vraisemblable en effet que, loin de discréditer Ben Laden, cette violente campagne a renforcé le sentiment d'injustice et fait naître des dizaines de candidats à sa succession.

Bien peu des habitants des pays arabes lisent la défaite des Talibans comme une défaite idéologique ou politique des «islamistes». En fait, la rue musulmane se démarque d'une caractéristique très pernicieuse de l'analyse occidentale dominante : elle refuse d'expliquer la violence terroriste par le seul fait que les acteurs de la rébellion contre les Etats Unis usent d'une certaine catégorie de vocabulaire politique (en l'occurrence islamiste). Elle refuse cette « suridéologisation » de la lecture de la crise et met au contraire en avant ce qu'elle perçoit, comme le facteur essentiel : les injustices profondes de la politique étrangère des Etats-Unis. La défaite des Talibans est donc perçue surtout sur un registre «profane», comme la n^{ième} défaite militaire des plus pauvres face aux plus riches sans qu'elle apporte d'ailleurs, qui plus est, de gloire pour les vainqueurs, peu pressés de se mesurer à armes égales avec leur adversaires. Ainsi, le réflexe d'identification avec des coreligionnaires massacrés par le « carpet bombing » des B 52 joue t-il assez systématiquement.

Les Etats-Unis ne font pas mine de rééquilibrer leur politique

La réponse seulement répressive à la violence – à tout le moins lorsque cette violence est le fait de déséquilibres politiques structurels - est condamnée à échouer à atteindre une quelconque « pacification ». A quelques milliers de kilomètres de l'Afghanistan, nous avons chaque jour sous les yeux l'exemple du résultat des méthodes -d'Ariel Sharon en matière de traitement du «terrorisme»

des Palestiniens. A Manhattan comme en Palestine ou en Algérie depuis plus de dix ans, il ne suffit pas d'arrêter les poseurs de bombes, il faut démanteler la «machine à fabriquer ces poseurs de bombes».

Or cette entreprise là ne peut se contenter d'une démarche sécuritaire qui exonère de toute responsabilité les Etats ou les régimes destinataires des attaques «terroristes». L'actualité palestinienne montre que la vraie réponse, qui ne peut être faite que de rééquilibrage crédible de la politique du Département d'Etat, demeure à ce jour le parent pauvre de la réponse américaine. Peut être Colin Powell a-t-il enfin accepté d'appeler l'«occupation» israélienne par son nom et de la désigner comme l'un des premiers obstacles à la paix. Mais l'administration tout entière ne semble pas avoir été gagnée par cette lucidité tardive puisque la dernière vague d'attentats suicides n'a jamais été rapportée à sa véritable origine politique et que le président Bush a une nouvelle fois cautionné sans réserve le recours à une réponse exclusivement militaire.

** Politologue au CENTRE FRANCAIS D'ARCHEOLOGIE ET DE SCIENCES SOCIALES DE SANAA (CNRS) ; Auteur de L'islamisme en face, Paris, La Découverte, 1995, 1996, 2002 (nouvelle édition augmentée) et de L'Islamisme au Maghreb : la voix du Sud, Paris Karthala, 1988, Payot, (Bibliothèque de Poche), 1995.*

7. L'arrogance de la domination d'un camp

Le Soir, Bruxelles, 2002

En tant que spécialiste du monde arabe et y vivant, estimez-vous que les attentats du 11 septembre 2001 constituaient une surprise totale ?

La nature et l'ampleur sans aucun doute, le principe non. Au moins pour ceux qui avaient accès à autre chose que l'information fort unilatérale de nos télévisions européennes, il était clair que les contradictions criantes des politiques occidentales dans le monde arabe nourrissaient une dangereuse spirale de radicalisation. "Aidez-nous à sauver la paix ", ne cessent de répéter les pompiers pyromanes de la coalition occidentale avant de recommencer à fabriquer en Palestine, en Irak, en Arabie Saoudite ou ailleurs, à coup d'occupations militaires, de colonisation, de " bouclages des territoires ", d'embargos et autre perfusion de dictateurs, les désespoirs qui généreront la violence " islamique " de demain, avais-je écrit dès 1996. Mais ce message-là était difficile à faire

entendre, tant il se heurtait à l'orthodoxie de la représentation médiatique du conflit palestinien ne mettant en scène que des intégristes ennemis de la paix.

Le discours de Ben Laden et ses méthodes exercent-ils un attrait réel sur les populations ?

Si monstrueuses qu'elles aient été, ces attaques portées au cœur symbolique de la première puissance du monde, lues sur le mode d'une réaction " anti-impérialiste ", exercent indiscutablement un certain attrait sur de larges pans de la population, toutes appartenances politiques confondues. Une majorité des citoyens de cette région se considèrent comme victimes d'une hypocrite politique de deux poids et deux mesures trop systématiquement alignée sur les intérêts les plus matériels des Etats-Unis et les postures les plus intransigeantes de l'Etat d'Israël. L'opinion arabe et musulmane après le 11 septembre peut à bien des égards être comparée au calme de l'eau d'un barrage lorsqu'une brèche y apparaît : toutes les gouttes, longtemps si calmes, ont bel et bien pris le chemin de la brèche.

D'aucuns, en Occident, pensent que cette violence extrême – les attentats du 11 septembre - s'explique simplement par l'islam, ou au moins par une " dérive malade " dont cette religion souffrirait ; y croyez-vous ou y a-t-il une vision plus profane des racines de cette violence ?

Pour l'essentiel, il n'y aurait jamais eu à mes yeux de 11 septembre si les Etats-Unis et l'Occident en général n'employaient pas, pour maintenir leur domination, les méthodes qui sont les leurs. Cela n'excuse en rien les dichotomies simplificatrices de ceux qui ont pris les armes pour les combattre : en dernière instance, c'est bien l'arrogance de la domination d'un camp sur l'autre qui est le facteur premier et non une quelconque " maladie " sociale, culturelle ou religieuse du camp du plus faible. Hors de l'inventaire réaliste des formes et des effets de ces dominations, directes ou par régimes illégitimes interposés, il n'est point à mes yeux de salut pour l'analyse.

Le langage des acteurs politiques ne constitue jamais la détermination principale de leurs comportements, tant s'en faut. Si manichéens soient-ils, ces " rebelles " à l'ordre américain auraient parfaitement pu employer un autre lexique, de droite ou de gauche, religieux ou profane, voire matérialiste. Tel est le principe analytique qu'il faut, me semble-t-il, réaffirmer fortement dans une conjoncture où le camp du plus fort tente de masquer ses responsabilités derrière des trompe-l'œil culturalistes. Ces thèses culturalistes sont d'autant plus médiatisées qu'en ne désignant que la " maladie " du camp des dominés, elles servent tout

particulièrement la rhétorique des plus forts. Que l'on soit un général algérien s'accrochant au pouvoir, un président russe face aux revendications nationalistes tchéchènes ou un politicien israélien voulant faire oublier au monde les réalités de la colonisation et de l'occupation militaire, il est extrêmement pratique en effet de pouvoir faire passer ceux qui vous résistent pour des " intégristes ". L'impasse de l'approche culturaliste est en fait aussi bien politique qu'analytique : lorsqu'elle ne conforte pas les stratégies seulement répressives, elle nous égare dans d'illusoires réactions éducatives : si, à Gaza, une jeune fille choisit de se faire sauter pour tuer des Israéliens, c'est qu'il faut avant tout, nous suggère-t-elle « réformer le système palestinien d'éducation religieuse » !

Le problème dépasse de loin l'évaluation du 11 septembre. Pour rehausser en Occident l'image du monde musulman, il n'est bien évidemment interdit à personne de fabriquer, loin des turbulences des sociétés concrètes ou des exigences de la sociologie politique, une référence islamique idéale, à même de passer sous les fourches caudines de l'opinion publique occidentale la plus intransigeante : un " hadith " bien choisi du prophète par-ci, un vers du poète qui aimait le vin par là et une référence à ces paisibles soufis de l'Islam populaire qui ne font jamais de politique, eux, y suffisent généralement. Le problème commence lorsque cette référence, aussi généreuse qu'elle est volontariste et éloignée de la perception de l'immense majorité des populations concernées, sert de repère à l'opinion publique et aux décideurs occidentaux pour tracer la frontière entre les musulmans " malades " et les musulmans " bien portants ", ceux qui sont fréquentables et ceux qui ne le sont pas. Au profit de très virtuels " défenseurs de la laïcité ", l'Occident s'obstine alors à illégitimer, voire à criminaliser, 90 % des forces politiques réelles, envenimant ainsi, au lieu d'y mettre un terme, la spirale des pires malentendus. Le message de ces " intellectuels-muftis " de nos salons parisiens est donc, de ce point de vue là, particulièrement trompeur.

Je ne nie pas l'utilité de moderniser tel ou tel compartiment de la culture populaire dans le monde musulman. Mais toute ouverture culturelle a précisément besoin de cette libéralisation politique dont notre soutien à toutes les dictatures contribue directement à priver cette région. Je ne sous-estime pas non plus le danger qu'il y a à faire d'une appartenance culturelle et, a fortiori, religieuse le prisme unique de sa vision du monde, a fortiori lorsqu'on en fait, comme les auteurs des attentats, une lecture très réactive. C'est là le meilleur moyen de nier l'existence de tout dénominateur commun universel et, presque automatiquement, d'exclure l'autre du monde légitime. Mais cette attitude n'est pas le propre des musulmans : avant que ses conseillers ne lui fassent faire marche arrière, le pilier

présidentiel de la démocratie américaine avait lancé un très instinctif appel à la "croisade"...

En quoi cette date constitue-t-elle un tournant dans le monde arabe ?

Si c'est un tournant, c'est un tournant *dangereux*. Le 11.09 aurait dû jouer le rôle de révélateur de l'urgence d'une réforme de ce que l'on pourrait appeler le " système mondial de représentation " et de ses relais étatiques dans le monde arabe. Or pour l'heure, la réaction occidentale, essentiellement sécuritaire, a surtout contribué à aggraver tous ces dysfonctionnements : les conflits palestinien et irakien se sont envenimés, la criminalisation (la " benladenisation ", pourrait-on dire) indistincte de toutes les oppositions islamistes se poursuit de plus belle, bloquant plus que jamais les perspectives de transition démocratique. Selon l'heureuse formule de l'opposant tunisien Moncef Marzouki, « depuis le 11 septembre, jamais les dictateurs ne se sont mieux Portés ».

Propos recueillis par BAUDOUIN LOOS

© Rossel et Cie SA, Le Soir en ligne, Bruxelles, 11.09.2002

8 Les catégories du « clash » des civilisations parlent aux tripes – REFORME, janvier 2002

1- Comment jugez-vous, cinq mois après les attentats du 11 septembre, le basculement dans l'horreur de jeunes hommes dont le parcours laissait à penser qu'ils étaient à l'abri de ce type d'actes ?

Le fait que les auteurs des attentats soient des jeunes assez éloignés des stéréotypes de la représentation dominante de l'islamisme nous incitera peut-être à sortir de l'ère de la caricature des diverses composantes de cette génération politique, longtemps identifiée aux seuls « laissés pour compte du développement ». Cela devrait nous inciter à prendre la mesure des motivations bien plus profanes, banalement politiques, de ceux qui n'hésitent pas à mettre leur vie au service de leurs objectifs.

Pour prendre l'exacte mesure de la violence dirigée le onze septembre contre les Etats Unis, il faut en effet avoir conscience du niveau de violence que, pas nécessairement toujours à tort, des millions de personnes vivant au Moyen-Orient, en Irak ou en Palestine bien sûr mais également dans tous les pays où des « dictatures » reçoivent une protection aveugle de l'Occident, estiment subir de la part de la première puissance mondiale. L'action de quelques centaines de militants armés est une chose, la

relative sympathie, même si elle ne s'identifie pas à une caution aveugle donnée à leurs actes, rencontrée par ces groupes auprès de larges pans de l'opinion arabe en est une autre, qu'il est impossible de ne pas prendre en compte.

2- Pour interpréter ces attentats, nombreux sont ceux qui ont évoqué un choc des civilisations et argué du caractère sanguinaire de l'islam.

Comment expliquez-vous le fait que ce type de discours trouve un large écho en Occident ?

Les catégories du « clash » des civilisations parlent aux tripes. Elles sont donc logiquement populaires dans les deux camps. L'explication qu'elles induisent est facile. Elle ne requiert pour les Occidentaux aucune forme d'introspection sur notre part de responsabilité. Or nous sommes en partie au moins responsables de la spirale de la violence. Ceux qui, à coup de soutien à tous les tyrans arabes, à coup de représentation médiatique unilatérale de la violence actionnent ce que je qualifie de « machine occidentale à fabriquer de la violence politique arabe et musulmane », trouvent bien sur plus confortable de ne stigmatiser que la culture ou la religion de l'autre.

3- En tant que spécialiste de l'islamisme, regrettez-vous le manque de réaction des autorités musulmanes après les attentats ?

Je ne puis que vous redire que je n'entre pas dans la lecture de ces attentats par la porte de l'idéologie religieuse mais par celle de la politique. Je regrette donc tout autant l'assourdissant silence des commentateurs de nos chaînes de télévision lorsqu'il s'agit de stigmatiser toutes les victimes de toutes les violences et non seulement celles qui appartiennent à notre « camp ».

4-L'islamisme est une doctrine fourre-tout, s'accommodant de toutes les analyses : sociologique, politique ou religieuse. Quelle explication a votre faveur ?

Lorsqu'il s'agit d'expliquer la raison du recours au vocabulaire de la culture musulmane par toute une génération politique, j'ai toujours privilégié une approche identitaire du phénomène. Pour ce qui est en revanche de la conduite des acteurs politiques « musulmans », des circonstances dans lesquelles certains groupes en viennent à avoir recours à l'action armée, je m'en tiens à une lecture « profane » des faits et j'insiste sur la diversité des situations. Les motivations des islamistes sont très diversifiées, elles ne peuvent être interprétées que dans le contexte spécifique de leurs sociétés et de conjonctures relativement différentes.

5-Avant les attentats du 11 septembre, nombre d'observateurs avaient affirmé que l'islamisme était sur le déclin. vous jugez, dans votre livre, ce jugement factice. Pourquoi ?

Tout dépend ce que l'on met derrière le vocable. S'il s'agit de dire que les groupes qui méritent réellement l'appellation d'intégristes, qui ont recours à la violence pour imposer des normes vestimentaires ne représentent qu'une « extrémité » du spectre politique arabe et qu'ils ont échoué à instaurer un véritable primat du religieux sur le politique, j'y souscris sans réserve, depuis fort longtemps d'ailleurs. Si l'idée du déclin conduit à enfermer sous le label de « l'échec » et donc à illégitimer, voire à criminaliser tous ceux qui, en employant le vocabulaire de la culture musulmane, luttent contre les déséquilibres des ordres politiques internes arabes ou contre les iniquités de l'ordre régional israélo-américain, c'est à mes yeux une grave erreur d'analyse.

6-Peut-on regrouper dans la même cause islamique les auteurs d'attentats anti-américains du 11 septembre, les talibans et les militants du GIA (comme ceux du *Hamas* ou du *Hezbollah*) ?

Je mettrais les Talibans à part. Le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais sont d'abord le produit du traumatisme de la création puis de l'expansion de l'Etat hébreu, au détriment de leur terroir national. Ils sont avant tout des mouvements de résistance à l'occupation armée israélienne. Al-Qaeda se veut essentiellement un mouvement de lutte contre les méthodes déployées dans le monde arabe par les Etats-Unis pour y assurer leur hégémonie, leur occupation de l'Arabie, leur soutien aveugle à l'intransigeance israélienne et leur lente extermination de la société irakienne . Les Talibans que l'Amérique a largement contribué à conduire au pouvoir, par Pakistan interposé, en ce qu'ils emploient la contrainte pour faire respecter leur lecture de la norme morale et religieuse représentent, à l'intérieur même de la mouvance islamiste, un îlot d'archaïsme que seul l'isolement de leur pays, dû à une interminable guerre civile, a pu laisser subsister.

7- Ne pensez-vous pas que les actes terroristes, commis au nom de la cause islamique, affecteront durablement les discours de ses idéologues ?

Oui et non. Tant que durera l'occupation militaire de la Cisjordanie, des jeunes ou moins jeunes, hommes et femmes, lutteront pour y mettre un terme et la tentative des medias de les faire passer pour

des intégristes et de les « ben ladeniser » n'y changera pas grand chose. Le démantèlement par la force des réseaux d'Al-Qaeda ne comblera pas le fossé d'incompréhension entre les Etats-Unis et toute une génération politique. En revanche, le processus complexe de la modernisation politique suit son cours, y compris au sein des courants islamistes. Mais c'est là à mes yeux un autre sujet.

8-Vous estimez, dans votre ouvrage, que pour diminuer les tensions Nord-Sud, il faudrait que l'Occident change d'attitude à l'égard des pays du Sud, et notamment de la religion musulmane. N'est-ce pas là une posture incantatoire ?

Peut-être bien, mais j'ai moins que jamais l'intention d'en changer. Je persiste à penser que c'est la bonne. Le réservoir de violence politique « arabe » et « musulmane » est bel et bien alimenté pour une large part par les méthodes qu'emploie l'Occident pour maintenir cette région du monde sous sa domination et notamment par les dictatures qu'il y protège. Or les fleurs fragiles de la modernisation sociale ne peuvent éclore à l'ombre des dictatures. Pourtant, de l'Algérie à l'Egypte en passant par l'Arabie Saoudite, nous sommes les soutiens essentiels de ces exceptions insolentes à la règle démocratique. L'Occident se comporte bel et bien comme un pompier pyromane : il entretient le désespoir politique et la frustration qui produisent ces dérives radicales qui le frappent et ose ensuite dire qu'il ignore tout de l'origine de ces violences.

En France, nombreux sont ceux qui dénoncent vos prises de position, estimant que vous sentez le "soufre". Qu'en pensez-vous ?

Qu'ils sont sans doute bien moins nombreux que vous ne le pensez. Bon nombre de Français en ont assez de la tonalité de leurs télévisions et de leurs radios nationales sur ces questions. Le maniement sélectif de l'émotion et l'alignement insolent sur l'un des deux camps du conflit israélo-arabe ne remporte pas l'adhésion que vous semblez percevoir. Je pense donc ensuite que le soufre, si soufre il y a, est ... excellentpour les rhumatismes de la pensée.

Propos recueillis par Hacène Belmessous pour *Réforme*:

9 "Le "moteur" des groupes radicaux est de nature plus politique que religieuse", entretien avec François Burgat *Le Monde.fr* Service Abonnés, 16 novembre 2002

ARTICLE | LEMONDE.FR | 14.11.02

Vous êtes très critique vis-à-vis de la thèse du déclin de l'islamisme. Quelles sont vos objections ?

Cette thèse d'un "déclin" généralisé de l'islamisme extrapole la rupture d'une alliance entre "bourgeoisie pieuse" et "jeunesse déshéritée", alliance à laquelle je ne suis, pour ma part, jamais parvenu à trouver sur le terrain une portée véritablement significative. Les résultats en Turquie d'élections qui ne sauraient être considérées comme un épiphénomène viennent spectaculairement souligner une nouvelle fois la fragilité de cette thèse.

Vous semblez penser que l'islamisme véhicule avant tout des revendications politiques et culturelles, plus que religieuses. Que penser, dès lors, des groupes salafistes djihadistes qui s'illustrent au sein d'Al-Qaida, ou de la Jamaa Islamiya indonésienne ?

Je suis précisément convaincu que le "moteur" de ces groupes radicaux, Al-Qaida inclus, est de nature plus politique que religieuse. Ce sont avant tout les méthodes et les alliances auxquelles recourent les Etats-Unis pour maintenir leur suprématie dans une partie du monde musulman qui sont le facteur déclenchant de ces guérillas "islamistes". Le phénomène n'est pas nouveau en soi. C'est davantage le fait que cette génération d'activistes politiques ne soit pas "maoïste" ou "marxiste", comme ont pu l'être une partie de leurs prédécesseurs, qu'il faut expliquer. Dans une large partie du monde, le lexique de la religion musulmane, préservé de toute acculturation occidentale, semble aujourd'hui apparaître comme le plus mobilisateur à toute une génération. C'est donc davantage la capacité des groupes radicaux à utiliser une immense frustration politique qu'il faut souligner, que l'adhésion d'une partie (seulement) d'entre eux à des repères strictement religieux et très conservateurs.

Vous dénoncez l'approche socio-économique de la mobilisation des islamistes, telle que la développe Gilles Kepel, en arguant que les kamikazes de la dernière génération ne sont pas des jeunes urbains pauvres et sans avenir. Mais le fait qu'ils soient très minoritaires au sein de la mouvance islamiste fait-il d'eux un élément représentatif pour l'analyse de l'ensemble de la mouvance islamiste ?

Pas plus que les kamikazes, qui ne sont en fait qu'un tout petit élément de mon analyse, les autres composantes du vaste courant islamiste ne se laissent enfermer dans cette catégorie très réductrice de gens "malades" socialement ou économiquement. A ma connaissance, peu d'auteurs persistent d'ailleurs aujourd'hui à ne voir des islamistes que chez les "*jeunes urbains pauvres et sans avenir*". Cette mobilisation a quelque chose de

foncièrement politique : elle peut véhiculer des revendications très diverses, des aspirations nationalistes aussi bien que de simples demande de participation politique. Il est donc extrêmement risqué de ne l'analyser qu'à l'aune de critères socio-professionnels. Que diriez-vous d'un historien américain qui voudrait expliquer l'assise de la Résistance française pendant la seconde guerre mondiale, d'essence nationaliste, par des critères seulement socio-économiques ? Eh bien, lorsque des militants tchétchènes, libanais ou palestiniens - ou même des opposants aux généraux algériens - prennent les armes, le seul fait qu'ils emploient le lexique de la culture musulmane ne permet pas de réduire leurs déterminations à des considérations sociales ou économiques.

Pensez-vous que ces mouvements islamistes radicaux vont réussir à se maintenir ?

Tout dépend de qui vous parlez. Je ne doute pas que les militants engagés dans des luttes de type nationaliste ou en butte à des dictatures auront un jour gain de cause et qu'ils participeront, à une date plus ou moins lointaine, à l'exercice du pouvoir dans leur société respective. Si vous faites allusion, en revanche, aux membres de la frange salafite [*NDLR : adeptes rigoristes des "pieux ancêtres" (salaf), ou de l'islam des origines*] des courants islamistes, figés dans une attitude peu créative de reproduction littéraliste des faits et gestes du Prophète de l'islam, je ne pense pas qu'ils aient un grand avenir devant eux. Ces courants sont d'ailleurs eux-mêmes partagés entre "*piétistes*" et "*scientifiques*" (c'est-à-dire refusant tout engagement politique) et partisans de l'action armée. Mais il ne sont que la périphérie, l'une des marges des sociétés musulmanes, et rien ne permet de penser qu'ils pourraient en devenir une composante essentielle.

Vous qui vivez et travaillez au Yémen, observez-vous un affaiblissement ou un regain de l'aura et de l'impact des islamistes radicaux dans la société yéménite et, plus largement - sans vouloir en faire un bloc homogène -, dans le monde musulman ?

Une fois encore, tout dépend de quoi et de qui vous parlez quand vous vous réferez à l'"*islamisme radical*". L'exaspération à l'égard de l'administration Bush et de son électorat va croissant. L'écoeurement face au cynisme israélien dans la "*recherche de la paix*" est à son comble. Or les islamistes, radicaux aussi bien que modérés, font partie des forces politiques qui expriment et capitalisent cette exaspération générale. Dans le même temps, toutefois, la société yéménite, à l'instar de l'ensemble du monde musulman, se modernise. Les groupes qui avaient pu être tentés de plaider telle ou telle forme de repli culturel et religieux cèdent inexorablement la place aux adeptes de conduites plus modernes, davantage ouvertes sur les cultures extérieures, y compris au sein de la mouvance islamiste. Mais attention : il est essentiel de comprendre que ces ouvertures, cette modernisation, n'atténuent en rien les exaspérations évoquées plus haut. Quel que soit le langage politique adopté, religieux ou non, le rejet de l'arrogance des Américains a toutes les chances de perdurer.

L'islamisme semble être la résultante du défi de la modernité auquel le monde musulman est confronté. Les mouvements islamistes mènent-ils des réflexions approfondies sur la question ? Prennent-ils part à ce débat ?

Les islamistes participent très largement à tous ces débats. C'est sans doute cette dimension de la réalité du monde musulman qui échappe le plus systématiquement au regard médiatique, contraint de se cantonner à la dimension immédiate et donc trop souvent pathologique du mouvement de l'histoire, alors que la prise en compte des puissantes dynamiques de modernisation, si discrètes soient-elles, est essentielle à la compréhension de ce moment de l'évolution de nos voisins. **Propos recueillis par Stéphane Dreyfus**

10. Irak : L'ouverture démocratique mais pas forcément la soumission...

LA CROIX pour JC Ploquin, 1^{er} avril 2003

Si en Irak, quelle qu'en soit la date et quelles qu'en soient les circonstances, un régime démocratique devait émerger un jour sur les ruines du dernier des grands dinosaures du « nationalisme arabe laïque », cela ne suffirait vraisemblablement pas à faire tomber, par un simple effet de dominos, les régimes autoritaires aujourd'hui au pouvoir dans la région. Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, dans un entretien tenu en marge du sommet islamique de Doha, s'est tout de même laissé aller à dire que la possible chute du régime irakien « faisait peur à tous les autres régimes ». Une première fois, les atermoiements des leaders arabes, puis l'étalage télévisé de leurs divisions et de leurs haines, ont montré l'étroitesse de leur marge de manœuvre face aux vellétés de Washington. La résistance inattendue d'une partie des dirigeants européens a ensuite amplifié ce discrédit, rendant plus flagrante encore l'incapacité des dirigeants arabes, présidents ou monarques confondus, à se mettre au diapason de leurs concitoyens, sous peine de perdre le soutien essentiel de leur protecteur américain. Les chefs d'Etats européens, bien que moins directement concernés, sont progressivement apparus comme plus courageux, plus volontaires et somme toute plus nationalistes que leurs homologues arabes. Les premières semaines de l'offensive américaine avec leur lot de difficultés et de revers rencontrés par la « coalition », ont vu s'estomper l'hypothèse d'un effondrement de la résistance populaire, seul espoir de conforter la rhétorique américaine de la « libération ». Un conflit long, de plus en plus impopulaire, risque de rendre insupportable la collaboration des régimes saoudien, du Golfe ou de l'Égypte, avec les « agresseurs » Américains et de renforcer d'autant leurs opposants.

Des islamistes au (sein du) pouvoir mais par forcément...sans démocratisation

Qui sont ces challengers qui ont dès lors à prendre tôt ou tard la relève des « nationalistes arabes laïques », aujourd'hui au pouvoir ? Seront-ils nécessairement plus favorables aux intérêts des États-Unis ? Car là est bien l'essentiel. Les objectifs trivialement hégémoniques des Américains – si mal masqués par la rhétorique de la « libération » ou du « désarmement » - entretiendront selon toute vraisemblance un degré de malentendu et de

tension capable de générer autant de violence que Washington prétend en supprimer en chassant Saddam Hussein. L'ouverture démocratique va en effet avoir pour première conséquence de rétablir la symbiose entre les opinions publiques et les nouvelles élites arabes au pouvoir. Bon nombre des régimes autoritaires maintenus en place par les Américains font partie intégrante du dispositif de protection de leurs intérêts. Après le départ de leurs protégés égyptien ou jordanien, une ouverture démocratique verra donc logiquement les positions anti américaine et anti israélienne des équipes régulièrement élues se radicaliser... à l'unisson de leurs électeurs. Libérés de Mubarak, les Égyptiens auront à l'évidence la volonté de se démarquer des compromissions avec les États-Unis que ce dernier incarne à leurs yeux. Libérés de Bachar al Assad, on ne voit pas pourquoi les Syriens se démarqueraient de la relative fermeté de ce dernier vis à vis d'Israël et de son puissant protecteur. Libérés de Saddam Hussein, les Irakiens n'auront pour autant de raison de « voter Sharon ». Or, a fortiori une fois écartée la menace irakienne, il y a bien peu de chances que l'administration Bush, noyauté de fonctionnaires convaincus que le soutien inconditionnel aux excès de l'administration Sharon est une exigence de leur religion, fasse en Palestine, demain, ce qu'elle a été incapable de faire jusqu'alors.

Quelles forces politiques arabes ont dès lors le plus de chance d'exprimer, depuis le pouvoir, l'exacerbation prévisible de leurs électeurs ? Très vraisemblablement, la couleur des parlements élus devra s'accommoder du vert des courants islamistes. En Irak, l'ouverture amènera inévitablement la majorité chiite à jouer un rôle politique plus important. Un peu partout ailleurs, les courants islamistes, du Maroc à l'Irak en passant par l'Égypte et l'Algérie, ont toutes les chances de jouer un rôle important dans le cas d'une succession « à la régulière » des régimes « laïques » et autoritaires aujourd'hui en place. Cette présomption ne constitue pas nécessairement un obstacle à la poursuite du processus de démocratisation. Les exemples de la lente ouverture démocratique de l'Iran d'abord, de l'évidente modération (fut-elle assortie d'un vigoureux nationalisme) des islamistes turcs ensuite, le rappellent chacun à leur manière. C'est donc peut être dans ce lointain espoir démocratique – qui ne signifie pas pour autant, il faut le redire, soumission aux exigences les plus injustifiées du camp occidental – que pourrait se trouver la principale retombée positive, si coûteuse soit-elle, de la terrible guerre irakienne en cours.

François BURGAT, CEFAS, Sanaa 31 mars 2003